Mananjary : nourrir et reconstruire

Le chantier avance à Mananjary, ville du sud-est de Madagascar ravagée début février par le cyclone Batsirai, et où le Défap s'est associé à La Cause et à ADRA pour reconstruire deux orphelinats. Mais pour l'heure, le Catja (Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés) et le centre Akany Fanantenana restent dépendants de l'aide d'urgence pour pourvoir aux besoins quotidiens des enfants. Votre aide est plus que jamais nécessaire.



Livraison de denrées de base au Catja, à Mananjary © La Cause

Les ingénieurs d'ADRA-Madagascar ont fini leur premier travail : évaluer les dégâts et chiffrer les travaux nécessaires.

Leurs conclusions devraient parvenir d'ici quelques jours aux partenaires qui se sont unis pour reconstruire les deux orphelinats de Mananjary ravagés par le cyclone Batsirai. Pour l'heure, une première estimation, faite courant février, juste après la catastrophe, tablait sur 50.000 euros ; à peu près la moitié a déjà pu être réunie par les trois organismes protestants associés dans ce projet : la fondation La Cause, le Défap et ADRA, l'Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire.

En attendant, il faut tenir. Car aucune culture n'a pu reprendre, alors qu'elles sont cruciales pour assurer le quotidien des enfants. « Avec l'ampleur des crues provoquées par un tel cyclone, témoigne Véronique Goy, du service Enfance de La Cause, la terre ne peut rien produire pendant quatre mois. Il faut ensuite deux mois pour relancer les cultures. Autant dire qu'il n'y aura rien avant l'été. » Il faudra aussi reconstituer élevages et poulaillers, également ravagés par le cyclone : tout un équilibre à restaurer pour permettre aux orphelinats de retrouver un fonctionnement normal. Alors, au Catja (Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés) tout comme au centre Akany Fanantenana, des sacs de vivres viennent s'entasser dans la cour au gré des livraisons : du riz, de l'huile, des boissons, du charbon… Les deux dernières ont eu lieu le 20 mars et le 13 avril.

Six mois de nourriture, et tout à reconstruire



Livraison de nourriture au centre Akany Fanantenana © La Cause

Pour l'instant, les besoins alimentaires de base ont pu être couverts par une enveloppe de 10.000 euros, fournie par La Cause et ADRA. Des ressources supplémentaires parvenues via les parrainages d'enfants des deux centres, et grâce à du mécénat d'entreprise, devraient permettre de fournir de la nourriture pour six mois encore. Dans ce coût figure aussi celui du transport, qui reste difficile : au lendemain du passage du cyclone, toutes les routes menant à Mananjary avaient été rendues impraticables. Et le plus gros reste à venir : reconstruire, pour sortir de ce stade de la survie.

Les réparations de fortune ont permis à la vie de reprendre. Mais les dégâts restent profonds. Au-delà des bâtiments endommagés, il faut compter tout le matériel détruit par la pluie et le vent : au niveau de la cuisine et du bâtiment principal du centre Akany Fanantenana, sans compter les panneaux solaires qui fournissaient de l'électricité ; au niveau des dortoirs, de la cuisine, du bureau d'accueil et de la direction au Catja. Il reste beaucoup à faire pour que les

orphelinats de Mananjary sortent enfin de l’urgence.

Vos dons pour reconstruire, non seulement les bâtiments, mais l’équilibre nécessaire à la vie des orphelinats de Mananjary, sont essentiels. Vous pouvez participer en envoyant un chèque à l’ordre de La Cause, en précisant « Cyclone Madagascar », à : Fondation La Cause – 69 avenue Ernest Jolly – 78955 Carrières-sous-Poissy. Vous pouvez aussi donner par carte bancaire sur le site de La Cause ou du Défap en précisant « Cyclone Madagascar » :

---

22 avril : une journée pour s’engager pour la création

Le culte d’installation du pasteur Dominique Calla à Cayenne a eu lieu le dimanche 25 janvier, suivi par la presse locale, comme en témoigne l’extrait d’un article de « France-Guyane » que nous reproduisons ici. L’occasion de revenir sur le rôle d’accompagnement du Défap auprès des Églises protestantes de sensibilité luthéro-réformées qui se trouvent aux Antilles, en Guyane, à la Réunion et à Mayotte.

Second tour de la

présidentielle : les protestants s’engagent

Le culte d’installation du pasteur Dominique Calla à Cayenne a eu lieu le dimanche 25 janvier, suivi par la presse locale, comme en témoigne l’extrait d’un article de « France-Guyane » que nous reproduisons ici. L’occasion de revenir sur le rôle d’accompagnement du Défap auprès des Églises protestantes de sensibilité luthéro-réformées qui se trouvent aux Antilles, en Guyane, à la Réunion et à Mayotte.

Accompagner l’Église protestante de Guyane

Le culte d’installation du pasteur Dominique Calla à Cayenne a eu lieu le dimanche 25 janvier, suivi par la presse locale, comme en témoigne l’extrait d’un article de « France-Guyane » que nous reproduisons ici. L’occasion de revenir sur le rôle d’accompagnement du Défap auprès des Églises protestantes de sensibilité luthéro-réformées qui se trouvent aux Antilles, en Guyane, à la Réunion et à Mayotte.

Sauvegarde de la création :

inventer de nouveaux modèles

Innover face aux défis tant humains qu'écologiques que posent les grands enjeux actuels, c'est ce que fait le Secaar, organisation au service du développement holistique, qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, et dont le Défap est membre fondateur.



Visite du Défap à la mairie d'Agbelouvé, que le Secaar accompagne pour des projets locaux

Entre le Défap et le Secaar (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), les relations sont déjà anciennes : elles datent de 1988, année de la création du Secaar, à laquelle le Défap a pris part. Depuis lors, le Défap participe régulièrement à l'action de ce réseau d'Églises (19 Églises) et d'organisations engagées dans le développement et la sauvegarde de la création, à travers ses envoyés. Un constat qu'a permis de vérifier la mission organisée en mars 2022 au Togo et au Bénin par la responsable des envoyés du Défap. Actuellement, la collaboration avec le Secaar se renforce à travers le suivi de ces envois de volontaires qui ont repris depuis la rentrée 2021.

Présent dans une douzaine de pays, ayant son siège à Lausanne, en Suisse, et son secrétariat exécutif à Lomé, au Togo, le Secaar cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi).

Développement rural et compensation carbone



Au centre Dangbo, au Bénin (une structure également accompagnée par le Secaar), plus de 2000 acacias ont été plantés et sont suivis dans le cadre d'un projet de compensation carbone

Lieu d'expérimentation, de formation et accompagnement de structures et de communautés locales, le Secaar ambitionne d'être un réseau qui contribue au développement local. Il est de plus en plus reconnu pour ses compétences et la qualité de son accompagnement. Un rôle qui a trouvé de nouveaux lieux pour s'exprimer au Togo avec la loi « Décentralisation et libertés locales » du 26 juin 2019. Cette loi a mis en place des « collectivités territoriales dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière », qui ont reçu « pour mission la conception, la programmation et l'exécution des actions de développement d'intérêt local de leur ressort territorial, en particulier dans les domaines économique, social et culturel ». Or ces nouvelles collectivités ne sont pas nécessairement encore dotées des compétences nécessaires pour exercer ces nouvelles responsabilités, d'où le besoin de faire appel à des partenaires extérieurs ; et au Togo, comme dans de nombreux pays d'Afrique, les questions de laïcité ne se posent pas dans les mêmes termes qu'en France. C'est ainsi que les Églises peuvent y avoir un rôle reconnu dans le domaine social, dans l'enseignement, la santé, ou le développement rural. Voilà comment le Secaar, organisme chargé du développement et regroupant à la fois des Églises et des ONG, a pu être sollicité pour apporter ses compétences aux nouvelles collectivités…

C'est par exemple le cas à la mairie d'Agbelouvé, dans la préfecture de Zio, à quelques dizaines de kilomètres de la capitale Lomé, où le Secaar participe désormais à la définition de projets locaux, en mettant en avant son approche réconciliant développement, prise en compte des besoins humains dans toutes leurs dimensions et respect de l'environnement. Une collaboration à laquelle a pu participer une envoyée du Défap.

D'autres projets (comme celui d'une ferme-école) pourraient voir d'autres formes de rapprochements – par exemple en lien avec la démarche de compensation carbone dans laquelle s'est

engagé le Conseil du Défap. Suivant en cela des initiatives comme celle du centre Dangbo : à un peu moins de 200 km de Lomé, le centre Dangbo est situé, non plus au Togo, mais dans le pays qui le jouxte à l'est, le Bénin. Installé sur un terrain de 7 hectares à une douzaine de kilomètres de Porto Novo, la capitale administrative béninoise, et dirigé depuis 2013 par le pasteur Mathieu Agossou, le centre Dangbo est aujourd'hui reconnu pour ses activités dans les domaines de l'agroécologie et de l'agriculture durable. Sa collaboration avec le Secaar se manifeste entre autres par un échange de pratiques qui permet aujourd'hui à Dangbo de se prévaloir des compétences de centre de formation. Un peu plus de 2000 acacias y ont déjà été plantés suite à un projet de compensation carbone présenté dans le cadre d'une journée missionnaire organisée en 2018 à Aix-en-Provence. Une initiative que les collaborations entre Défap et Secaar pourraient étendre à d'autres partenaires du Secaar.

Vivre la Semaine sainte

Pour préparer ou vivre la Semaine sainte, de nombreuses ressources proposées par les Églises membres du Défap sont disponibles en ligne (podcasts, animations liturgiques, dépliants, des cultes sur la radio EJR…)



Des ressources

- Le service Notes bibliques et prédications et le site web PointKT vous proposent conjointement : Des idées de textes bibliques, d'animations à vivre en famille ou sous forme de cultes ici le PDF.
- Le Service Notes bibliques et prédications a aussi mis en ligne une prédication pour les Rameaux, une pour le Jeudi saint et deux pour Pâques.

Pour les Rameaux avec les enfants, l'UEPAL a réalisé une petite vidéo.

Écouter des méditations bibliques ou des podcasts :

- Les podcasts Ephphatha réalisés par la Région Cévennes–Languedoc-Roussillon, tous les jours 2 à 3 minutes pour monter vers Pâques ou sur Spotify
- Un podcast qui parle de Résurrection ou sur Spotify
- Et le dépliant qui accompagne le podcast (ici le PDF)
- L'Unepref relaie pour sa part le « Chemin de Thomas Spécial Pâques » proposé par la Ligue pour la Lecture de la Bible :

Pour écouter des cultes :

Sur EJR radio du Jeudi saint au Dimanche de Pâques des cultes à écouter entre Bible et poésie ou en podcasts

- Dimanche des Rameaux 10 avril 11 h
- Jeudi saint 18 h
- Vendredi 18 h
- Samedi saint 18 h
- Dimanche de Pâques 11 h

Présidentielle : Plaidoyer pour la solidarité internationale

Le premier tour de l'élection présidentielle 2022, c'est le 10 avril. Entre les deux dernières années dont l'actualité a été dominée par le Covid-19 et les inquiétudes liées à la guerre en Ukraine, les questions de solidarité internationale semblent les grandes oubliées. Or c'est un domaine dans lequel le Défap est engagé, aux côtés d'autres acteurs associatifs. À quelques jours du premier tour, nous reprenons ici le plaidoyer lancé dès le mois de janvier par Coordination Sud, rassemblement national de plus de 170 ONG françaises de solidarité internationale, dont fait partie le Défap.



Coordination SUD souhaite placer les sujets de solidarité internationale au centre du débat pour les élections présidentielles et législatives 2022. Pour les acteurs et actrices de la solidarité internationale, de l'action humanitaire et du développement, les associations de défense des droits humains et de lutte contre la pauvreté, les associations féministes, d'environnement, d'éducation populaire et de diasporas, la solidarité internationale est la solution aux enjeux sanitaires, sociaux, économiques,

environnementaux.

Les deux demandes de Coordination SUD

Par ce **manifeste pour la solidarité internationale**, Coordination SUD portera le constat fait par les acteurs et actrices du secteur et leurs deux demandes :

- Mettre en œuvre la loi de développement solidaire et aller plus loin
- Renforcer le partenariat et la co-construction de la politique de développement avec la société civile

Pour répondre à un triple constat

Dans une interview donnée à Focus 2030, Coordination SUD dresse un **bilan de la politique de solidarité internationale d'Emmanuel Macron**, faisant état des avancées mais également des manques à l'égard des pays les plus pauvres de la planète.

En effet, les inégalités sont multiples et interdépendantes. La crise Covid a participé à mettre à nouveau en lumière cette interdépendance. Aujourd'hui, les femmes reçoivent 35 % des revenus du travail dans le monde contre 65 % pour les hommes. Les 50% les plus pauvres de la planète génèrent 5 tonnes de CO2 par habitant quand les 1% les plus riches en produisent 89 tonnes. **Pour la première fois depuis deux décennies, l'extrême pauvreté a augmenté** obligeant environ 100 millions de personnes supplémentaires à vivre avec moins 1,90 dollar par jour. La moitié des personnes pauvres sont des enfants et environ 70 % des personnes pauvres âgés de plus de 15 ans ne sont jamais allé à l'école. Enfin, aujourd'hui ce sont 274 millions de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire dans 37 pays ; c'est une somme de 41 milliards de dollars qui serait nécessaire pour y répondre.

Malgré cette situation, il ne reste que 8 années pour respecter les objectifs de développement durable (ODD) et « ne laisser personne de côté ». **La France doit prendre sa part de**

responsabilité. Le cadre législatif adopté le 4 août 2021 **relatif à sa politique de développement solidaire et de lutte contre les inégalités mondiales** est un premier élément qui prévoit des cibles quantitatives mais également des cibles pour améliorer la qualité de son aide publique au développement (APD). La mise en œuvre de cette loi sera un prérequis pour replacer les personnes vulnérables au centre de l'action de la France et ainsi répondre aux besoins d'aujourd'hui tout en anticipant les enjeux de demain. Elle doit devenir l'outil de réponse aux enjeux sanitaires, sociaux, économiques, environnementaux et politiques

Enfin, aujourd'hui toutes actions nationales ayant des impacts sur les populations, les territoires et les économies du monde entier, celles-ci se doivent aussi d'être prises en compte dans l'action internationale de la France, et ce afin de garantir cohérence et efficacité des politiques publiques françaises, en particulier à celle déclinée dans son aide publique au développement

---

Adresse du protestantisme : Jeunesse et éducation

La Fédération protestante de France aborde toutes les semaines jusqu'à l'élection présidentielle, une nouvelle thématique au travers l'Adresse du protestantisme. Il s'agit, pour des personnes en responsabilité – présidents d'Églises, acteurs protestants de l'action sociale et experts – d'énoncer des questions vives et de permettre aux candidats de

répondre et de développer leurs arguments.



Cette semaine, Marion Muller-Colard, professeure de philosophie, théologienne, membre du Comité consultatif national d’éthique (CCNE), membre de la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l’Église (CIASE) interpelle les candidats sur les moyens qu’ils comptent mettre en œuvre pour que l’école puisse assurer sa mission d’être un lieu du commun et puisse offrir aux jeunes une formation pertinente pour s’orienter dans un monde complexe ?

Madagascar : les deux malédictions de Mananjary

À Mananjary, les enfants abandonnés sont nombreux : c’est le résultat du tabou qui frappe les jumeaux. Voilà pourquoi la fondation La Cause soutient deux orphelinats dans cette seule ville du sud-est de Madagascar. Depuis le passage du cyclone Batsirai, qui a quasiment rasé la ville, La Cause s’est associée au Défap et à ADRA pour permettre à ces orphelinats de continuer à fonctionner. Pour l’heure, les besoins en nourriture sont couverts jusqu’à fin avril. Mais il faut encore reconstruire les bâtiments ; couvertures et vêtements manquent pour les enfants à l’approche de l’hiver austral… Et le drame de l’Ukraine a détourné les yeux du monde de la détresse de Madagascar. Plus

que jamais, votre aide peut faire la différence.



Dégâts du cyclone Batsirai au Catja, à Mananjary © Catja

De Tananarive à Mananjary, il y a un peu plus de 500 km ; soit deux jours de trajet en 4X4 par des routes défoncées, où les parties goudronnées laissent brutalement place à des fondrières. On peut à la rigueur faire le voyage d'une traite en une vingtaine d'heures, dangereuse performance à laquelle ne se risquent que les dirigeants d'ONG étrangères venant voir l'avancée des projets sur place – car rouler de nuit expose aussi au risque d'agressions.

Le pouvoir central est loin ; d'autant plus loin que l'histoire de Madagascar témoigne d'une centralisation inachevée. Tout comme la France, le pays a connu sa période féodale : à partir du XVIème siècle, l'ethnie merina, celle des plateaux du centre de l'île, a entamé une unification progressive qui a culminé avec le roi Radama Ier, dont le

projet était de fonder un « Royaume de Madagascar » uni (Fanjakan’ i Madagasikara). Mais l’ouverture du pays merina aux influences européennes à partir du XIXème siècle a profondément influé sur l’histoire de Madagascar. Si les puissances européennes ont officiellement reconnu et encouragé l’avènement de ce « royaume de Madagascar », c’est un pouvoir colonial qui s’est établi dans l’île à partir de 1896. Et les Français désormais dirigeants de l’île ont mis en place leur propre structure politique et administrative, n’hésitant pas à réprimer avec la plus grande brutalité les insurrections malgaches. Ils ont construit des routes, des voies ferrées ; mais à l’indépendance de Madagascar, le pays s’est retrouvé dans la situation d’un territoire fragmenté. À l’ethnie merina sont revenus les plateaux, la capitale Tananarive, et tous les attributs du gouvernement et de la représentation internationale. Mais les dix-sept autres ethnies que compte l’île conservent encore une forte identité. Ce n’est pas un hasard si les voies de communication sont si mal entretenues : chaque partie de l’île garde sa vie propre, et nombre de villes ou de villages fonctionnent encore en quasi-autarcie.

La loi et les tabous



L'entrée du Catja avant le cyclone © F. Lefebvre-Billiez

C'est le cas de Mananjary. La ville proprement dite compte un peu plus de 28.000 habitants, au cœur d'un bassin de population de près de 80.000 personnes ; elle donne pourtant l'impression d'une petite localité coincée entre la mer et la brousse, avec deux grandes rues parallèles à la plage. Les règles qui s'y appliquent relèvent beaucoup plus de la tradition que de la loi malgache. Et Mananjary a une image de ville frondeuse. Les gendarmes, symbole du pouvoir central, sont vus avec méfiance ; la ville a sa propre milice de citoyens, son propre tribunal coutumier. Et ses propres autorités. Dans l'histoire locale, pouvoirs spirituels et temporels ont souvent été assumés par les mêmes personnes, à la fois rois et sorciers. Aujourd'hui encore, la parole du sorcier a une forte influence. Il est le gardien de la tradition, le gage du respect des coutumes et des tabous. Mananjary se divise ainsi en une géographie occulte, qui se superpose au plan officiel de la ville : la localité compte une dizaine de tranobe, les « palais » où vivent les

raiamandreny, les chefs coutumiers, et les mpanjaka, les chefs de clan. Officiellement, rien ne les distingue du reste de la population : ils peuvent être commerçants, enseignants ; mais leur influence n'en est pas moins réelle.

Parmi les tabous qui règlent la vie de Mananjary, l'un des plus durs concerne les jumeaux. L'origine de ce « fady kambana » se perd à la jonction entre l'histoire et la légende. Il ne concerne que deux ethnies vivant dans cette région du sud-est de Madagascar. L'un des plus anciens chefs de l'ethnie Antambahoaka, venu s'installer à l'embouchure du fleuve Sakaleona, au nord de Mananjary, y aurait perdu son épouse, morte en couches en donnant naissance à des jumeaux. Un drame qui se serait répété une fois le chef remarié ; puis une troisième fois à l'issue d'un deuxième remariage. Dès lors, les jumeaux auraient été déclarés maudits. Voilà pourquoi, à Mananjary, les naissances gémellaires sont un malheur – et les jumeaux tués à la naissance.

Le Catja, La Cause et les adoptions internationales

Dans la loi malgache, l'infanticide est un crime ; encore faut-il pouvoir le prouver. Pendant de nombreuses années, le tabou a ainsi perduré clandestinement. Mais à Mananjary comme ailleurs, les choses évoluent, à leur rythme propre. Des étrangers, des « Vazahas », se sont émus du sort des jumeaux maudits. En 1987, Auguste Simintramana, un chrétien étranger à ce territoire, fonda le Catja, le Centre d'Accueil et de Transit des Jumeaux Abandonnés, qui fut construit sur une terre marécageuse et inhospitalière, elle-même frappée de tabou. Il s'agissait d'y recueillir les jumeaux frappés d'interdit pour les envoyer loin de Mananjary (d'où ce terme de « Centre d'Accueil et de Transit »). Plus tard fut fondé le centre Akanay Fanantenana, à l'initiative d'Élia Rozy, un pasteur de la FJKM, l'Église réformée malgache, qui avait recueilli des nouveau-nés abandonnés devant son presbytère. Nombre de jumeaux promis à la mort purent ainsi être

recueillis et confiés à l'adoption internationale. Aujourd'hui, le Catja et le centre Akany Fanantenana sont tous deux soutenus par la fondation La Cause, qui les aide financièrement et a permis l'adoption de nombreux jumeaux de Mananjary par des couples français. Voilà pourquoi les noms de Mananjary, du Catja et d'Akany Fanantenana sont bien connus d'une partie des protestants de France.



Vue des dégâts après le passage du cyclone Batsirai au centre Akany Fanantenana © La Cause

Et les autorités coutumières aussi connaissent leurs propres évolutions. Récemment, l'ancien sorcier, homme très âgé – officiellement un ancien instituteur – est décédé : c'était fin 2021, et son successeur déclarait, lors d'une cérémonie publique, que les jumeaux devaient désormais être considérés comme membres à part entière de la communauté de Mananjary.

Puis est venu le cyclone.

La saison cyclonique 2022 a débuté de manière très brutale à

Madagascar, avec tout d'abord la tempête Ana, fin janvier, qui a fait plus de 40 morts et provoqué de graves inondations jusque dans la capitale Tananarive ; trois autres tempêtes ont suivi, ravageant diverses parties de l'île, jusqu'à fin février. Le plus violent de ces cyclones, Batsirai, a frappé de plein fouet la côte sud-est de Madagascar le soir du 5 février. De mémoire d'habitant de Mananjary, on n'avait jamais vu un tel déchaînement. Des vents de plus de 170 km/h, avec des rafales à 235 km/h : la ville a été pour ainsi dire rasée. Sans épargner les orphelinats : « vers dix-huit heures, témoigne le pasteur Élia Rozy, tout bascula dans des désordres indescriptibles avec bruits et fracas assourdissants accompagnés par de fortes rafales de vent et de pluie. À vingt heures, les tôles de la maison principale commencèrent à se détacher. » Au matin du 6 février, les habitants hébétés devaient retrouver une ville en ruines.



Image des effets du cyclone Batsirai, envoyée par Michel

Brosille © DR

Il a fallu commencer à récolter dans l'urgence des tôles pour réparer les toits ; et de quoi se nourrir, car les pluies torrentielles et les inondations avaient détruit les cultures, comme les vents avaient dispersé les élevages et basses-cours. La rumeur a commencé à courir que la fin annoncée du tabou des jumeaux était la cause de ce déchaînement du ciel.

Une aide alimentaire jusqu'à la fin du mois d'avril

L'assistance internationale est arrivée très vite, dès que les routes ont pu être dégagées : le sud de l'île, en proie à une sécheresse intense depuis quatre ans, bénéficiait déjà d'une aide ; et les organisations internationales comme le PAM (Programme Alimentaire Mondial), anticipant les ravages du cyclone Batsirai, avaient déjà prépositionné véhicules et réserves. La Cause a lancé un projet d'assistance et de reconstruction pour le Catja et le centre Akanay Fanantenana. Dans les deux cas, il s'agit non seulement de reconstruire des bâtiments, mais aussi de pourvoir aux besoins des enfants : lits, couvertures, vêtements ont été détruits par la tempête, ainsi que les cultures vivrières et les élevages qui permettaient aux orphelinats de subvenir à leurs propres besoins quotidiens. Véronique Goy, directrice du service Enfance de La Cause, a fait appel au Défap et à ADRA, Agence adventiste du développement et de l'aide humanitaire, pour obtenir un soutien technique (évaluer le coût des réparations sur place) et des fonds. Pour sa part, l'association Les Amis du Catja, qui compte nombre de familles ayant adopté des enfants à Mananjary, a lancé un appel de fonds dès les premières heures suivant le passage de Batsirai. Et la Fondation du Protestantisme a fait de même.



Dégâts du cyclone Batsirai au niveau de la nurserie du centre Akany Fanantenana, à Mananjary © La Cause

Aujourd'hui, la population de Mananjary dépend encore entièrement de l'aide internationale. C'est aussi le cas des orphelinats. « Pour l'instant, détaille Véronique Goy, qui s'est rendue à Madagascar, des réparations provisoires ont été faites. Nous avons une aide alimentaire jusqu'à la fin du mois d'avril. Les dégâts matériels sont encore en cours d'évaluation par les ingénieurs d'ADRA. »

Mais une autre tempête menace. Bien loin de Madagascar, dans une autre région du monde dont nul à Mananjary ne connaît le nom : l'Ukraine. Là-bas, à l'autre bout de la Terre, une guerre a éclaté. Et tous les regards se sont tournés vers l'Ukraine. Des millions de réfugiés ont fui à travers l'Europe ; il s'agit désormais de les accueillir, d'organiser des opérations humanitaires pour secourir des populations civiles sous les bombes. Le drame de Madagascar a été oublié.

C’est la deuxième malédiction de Mananjary : car les besoins y sont toujours aussi criants. Au-delà des tôles à refixer sur les toits, « il y a aussi un aspect médical à prendre en compte, témoigne Véronique Goy. Les enfants ont été gravement choqués, ils sont fragiles ; les centres ont perdu ce qu’ils avaient de vêtements et de couvertures… Et l’hiver austral approche. » En France, Elsa Bouneau, directrice de la Fondation du Protestantisme, reconnaît l’écho décevant qu’a eu jusqu’à présent l’appel aux dons pour Madagascar. Alors même qu’une plateforme comme Solidarité Protestante a pour objectif, comme elle le souligne, de promouvoir des causes que l’on dit « oubliées » parce qu’elles ne sont pas directement sous les projecteurs de l’actualité.

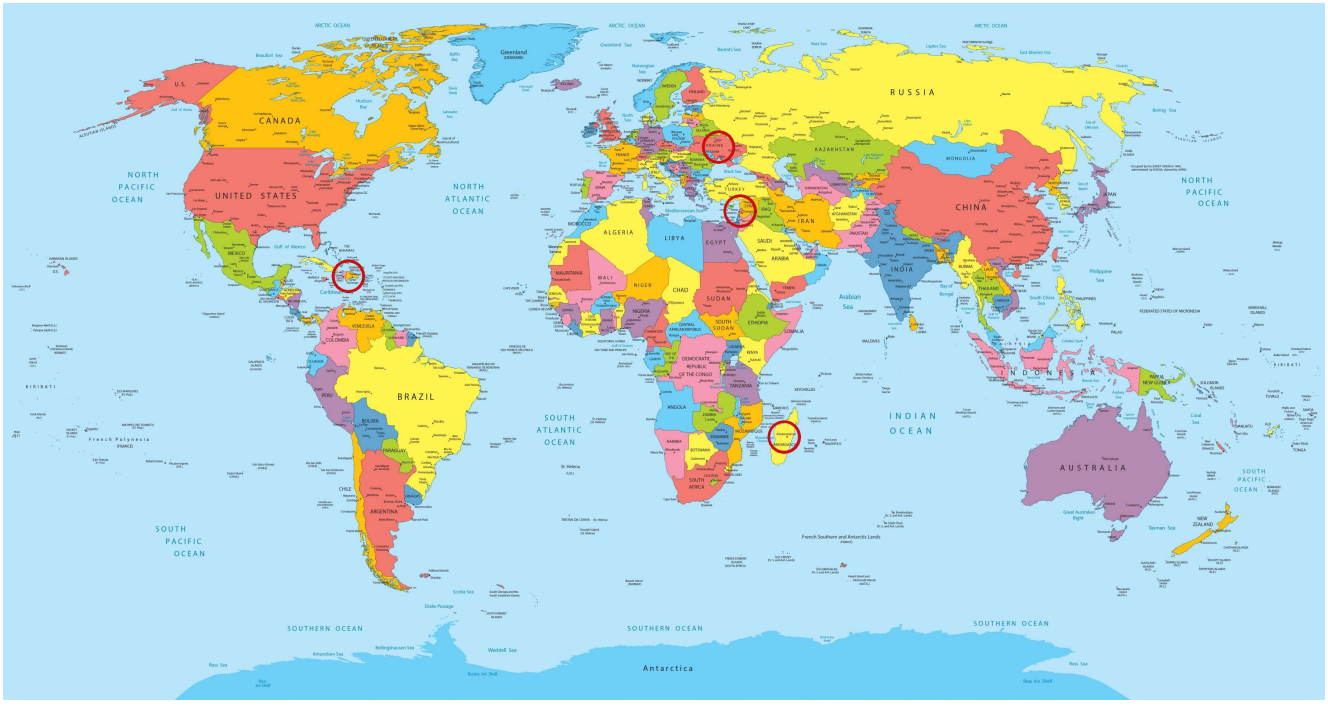
Les relations entre protestants de France et de Madagascar sont anciennes. Le soutien de La Cause aux orphelinats de Mananjary n’en est qu’un des aspects. Des envoyés de la SMEP, l’ancêtre du Défap, ont participé à l’émergence de la FJKM. En France même, la communauté malgache est nombreuse et souvent très investie dans la vie des paroisses. Ce sont des relations de ce type, entretenues sur la durée, qui ont permis aux protestants de France d’intervenir efficacement en Haïti après le séisme de 2010, grâce à des partenariats qui existaient déjà sur place. Mananjary ne mérite pas l’oubli.

Franck Lefebvre-Billiez

Vos dons pour reconstruire, non seulement les bâtiments, mais l’équilibre nécessaire à la vie des orphelinats de Mananjary, sont essentiels. Vous pouvez participer en envoyant un chèque à l’ordre de La Cause, en précisant « Cyclone Madagascar », à : Fondation La Cause – 69 avenue Ernest Jolly – 78955 Carrières-sous-Poissy. Vous pouvez aussi donner par carte bancaire sur le site de La Cause ou du Défap en précisant « Cyclone Madagascar » :

Derrière l’Ukraine, ces crises que l’on oublie

Alors que la réponse humanitaire à la guerre en Ukraine se traduit par des niveaux de financement record, nombre d’ONG craignent que cet afflux ne se fasse au détriment d’autres crises qui reçoivent peu d’attention et restent gravement sous-financées. Quelques exemples de ces crises dans lesquelles le Défap est directement impliqué : Haïti, le Liban et Madagascar.



Carte de quelques crises en cours dans le monde : l’Ukraine, le Liban, Madagascar, Haïti © DR + Défap

Nous vivons dans un monde en guerre. Les images des destructions en Ukraine ont tendance à nous le faire oublier : il y a en ce moment 25 conflits en cours de par le monde – dont plus aucun média ne se fait l’écho. Et au-delà de ces situations de conflit, bien des régions du monde continuent à

avoir d’importants besoins d’aide – une aide qui connaît aujourd’hui une baisse dramatique.

De nombreux facteurs contribuent à l’afflux de dons pour l’Ukraine : l’énorme importance géopolitique que revêt l’agression de la Russie contre ce pays, ainsi que les retombées économiques de l’invasion russe ; la vitesse et l’ampleur de la crise du déplacement ; sans oublier la couverture médiatique exceptionnelle de ce conflit. Mais parallèlement, ceux qui coordonnent les efforts d’aide internationale se retrouvent confrontés à un écart croissant entre le financement et les besoins. Les États-Unis ont ainsi annoncé le 24 mars qu’ils débloquaient 1 milliard de dollars pour aider les pays d’Europe à absorber le flux des réfugiés venus d’Ukraine. Cela s’ajoute aux 1,5 milliard de dollars promis par les États donateurs pour soutenir les efforts humanitaires en Ukraine et dans les pays voisins lors d’une conférence de financement organisée plus tôt ce mois-ci. « Il s’agit de l’une des réponses les plus rapides et les plus généreuses qu’un appel humanitaire ait jamais reçues », a estimé le porte-parole de l’ONU, Stéphane Dujarric. Mais qu’en est-il des autres crises ?

Ce biais qui affecte les États, les donateurs et les institutions internationales menace également de déséquilibre l’aide financière promise par des donateurs privés. Or la guerre en Ukraine, au-delà de l’assèchement des dons pour des projets cruciaux, a aussi pour effet d’accroître les crises dans de nombreuses régions du monde, avec de forts risques de pénuries alimentaires. Antonio Guterres, le secrétaire général de l’ONU, a mis en garde contre le risque d’un « ouragan de famines » dans de nombreux pays, estimant qu’il est de la responsabilité des grandes puissances de désamorcer cette bombe à retardement, qui pourrait dans le cas contraire exploser dans quelques mois, quand ces pays auront épuisé leurs réserves de blé. Avec le risque d’une catastrophe humanitaire, voire de troubles sociaux.

> *Just asking.*
> *Are donor states and the big international aid agencies diverting funding, personnel and resources away from emergencies in the Global South in order to respond to the Ukraine crisis? pic.twitter.com/Gim9fN1XJ3*
>
> *— Jeff Crisp (@JFCrisp) March 12, 2022*

Et ce qui est vrai pour les dons au niveau international l'est tout autant en France. Comme le souligne Elsa Bouneau, directrice de la Fondation du Protestantisme, une plateforme comme Solidarité Protestante a notamment pour objectif de promouvoir un certain nombre de causes que l'on dit « oubliées » parce qu'elles ne sont pas directement sous les projecteurs de l'actualité. En voici quelques-unes dans lesquelles le Défap est directement investi, depuis de longues années, à travers des projets qui mobilisent sur place des partenaires engagées sur un temps long pour permettre un véritable accès à l'autonomie :

HAÏTI



Une classe en Haïti © Sophie Reille pour Défap

Haïti reste le pays le plus pauvre de la région Amérique latine et Caraïbes et parmi les pays les plus pauvres du monde. En 2020, Haïti avait un PIB par habitant de 2925 dollars, le plus bas de la région Amérique Latine et Caraïbes et moins d'un cinquième de la moyenne des pays de la région. Selon l'indice de développement humain de l'ONU, Haïti était classé 170ème sur 189 pays en 2020. À l'inflation, aux conflits marqués par des groupes criminels et aux catastrophes dues à des phénomènes naturels s'ajoute une instabilité politique persistante, qui s'est accrue depuis l'assassinat, le 7 juillet 2021, du président de l'époque, Jovenel Moïse. Selon les dernières estimations du Programme Alimentaire Mondial, environ 4,5 millions d'Haïtiens, soit plus de 40% des 11 millions d'habitants du pays, souffrent de la faim.

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes

dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

- la Mission Biblique
- le Service protestant de mission – Défap
- la fondation La Cause
- le SEL (Service d'Entraide et de Liaison)
- ADRA-France
- l'Église du Nazaréen
- Réforme

Des projets sont en cours de longue date dans ce pays : soutien institutionnel à la FPH, la Fédération Protestante d'Haïti ; partenariat avec la FEPH (la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti) visant à améliorer le niveau de l'éducation – une nécessité pour que les Haïtiens puissent prendre leur destin en main ; la FEPH organise également des formation à la gestion des risques de désastre dans les écoles, pour que les élèves apprennent les gestes qui sauvent en cas de séisme. La fondation La Cause soutient des orphelinats. ADRA a permis le lancement d'opérations de reboisement, un aspect crucial pour réduire les risques dans ce pays dont plus de 90% de la couverture végétale a disparu, ce qui se traduit par des inondations catastrophiques et des coulées de boue destructrices lors des fréquents cyclones.

Or la crise en Ukraine pourrait bientôt aggraver la sécurité alimentaire d'Haïti, car les prix mondiaux des aliments que le pays doit importer augmentent. Selon la Coordination nationale

de la sécurité alimentaire, le coût mensuel du panier alimentaire minimum de base (riz, farine de blé, maïs, haricots, sucre et huile végétale) est passé de 20 à 30 dollars. Face à cette urgence humanitaire, le PAM (le Programme Alimentaire Mondial) a déclaré qu'il s'attendait à devoir aider 1,7 million de personnes cette année, après avoir dû fournir de la nourriture et d'autres aides à 1,3 million d'Haïtiens en 2021. Mais parallèlement, les États-Unis n'ont pas mis fin à leur politique d'expulsions et de rapatriements forcés d'Haïtiens, dont certains pouvaient être présents sur leur sol depuis de nombreuses années.

LIBAN



Groupe de réfugiés au départ de Beyrouth le 15 mars 2020. Au premier plan, prenant la photo : Soledad André, envoyée du Défap pour la FEP © Soledad André pour Défap

Le Liban est frappé par une dépression économique grave et

prolongée, marquée par des crises à répétition : crise économique et financière, impact du COVID-19, explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020. De ces trois catastrophes, la crise économique a eu de loin l'impact négatif le plus important (et le plus persistant). Le PIB du Liban a chuté d'environ 55 milliards de dollars en 2018 à 20,5 milliards de dollars en 2021, tandis que le PIB réel par habitant a chuté de 37,1%. Une contraction aussi brutale est généralement associée à des conflits ou à des guerres. Face à ces défis colossaux, l'inaction politique persistante et l'absence d'un exécutif pleinement opérationnel menacent d'aggraver une situation socio-économique déjà sérieusement détériorée et de briser une paix sociale fragile, sans que se profile à l'horizon une sortie de crise.

Au Liban, le Défap est directement impliqué, par l'envoi de volontaires sous le statut de VSI, dans le programme des « couloirs humanitaires », directement inspiré d'un exemple italien associant la Fédération des Églises évangéliques italiennes et la communauté catholique de Sant'Egidio. Il a pour objectif l'accueil de personnes se trouvant dans les camps au Liban, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Il est régi par un protocole d'entente signé à l'Élysée et qui associe les ministères de l'Intérieur et des Affaires étrangères à divers partenaires issus du milieu des Églises. Ce projet ne bénéficie d'aucun financement public : il est porté essentiellement, tant sur le plan des fonds que sur le plan de l'organisation, par les Églises et les bénévoles qui y participent. Les réfugiés arrivant en France via ce dispositif se retrouvent accueillis légalement dans le réseau de la FEP (Fédération de l'Entraide Protestante) et de ses partenaires locaux ; des collectifs et des hébergements pour lesquels se sont mobilisés nombre de bénévoles issus de l'Église protestante unie de France (EPUdF) ou de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine (UEPAL), deux des unions d'Églises constitutives du Défap.

Or, la guerre en Ukraine menace tout autant les ressources alimentaires du Liban. Avec le Maroc et l'Égypte, c'est l'un des pays les plus dépendants du blé ukrainien et russe. La hausse du prix du pain frappe de plein fouet les plus démunis. « Le Liban a un mois et demi de réserves de blé tendre », estimé ainsi Georges Berberi, à la tête de la direction générale des céréales et de la betterave sucrière, rattachée au ministère de l'économie et du commerce. Si tout le Proche-Orient est menacé par la rupture des filières d'Ukraine et de Russie, le Liban a ses propres défis, dont le stockage, car les silos de Beyrouth ont été détruits lors des explosions survenues au port, en août 2020. Et la fonte des réserves en devises de la banque centrale, qui subventionne les importations de blé à un taux préférentiel (un dollar pour 1500 livres libanaises, quand celui-ci dépasse 24.000 livres libanaises sur le marché noir).

MADAGASCAR



Vue des dégâts après le passage du cyclone Batsirai au centre

Akany Fanantenana © La Cause

Bien que disposant de ressources naturelles considérables, Madagascar a un taux de pauvreté parmi les plus élevés au monde. Le pays est classé au quatrième rang des pays avec les taux les plus élevés de malnutrition chronique, et près d'un enfant de moins de cinq ans sur deux souffre d'un retard de croissance. Environ 97% des enfants malgaches âgés de 10 ans ne peuvent pas lire et comprendre un texte court et adapté à leur âge. Et 4 enfants sur 10 abandonnent l'école primaire avant la dernière année. La pandémie de Covid-19 a en outre annulé plus d'une décennie de progrès en termes de revenu par habitant et de réduction de la pauvreté.

À Madagascar, le Défap est impliqué surtout dans des projets d'enseignement, liés à l'apprentissage du français. La maîtrise de cette langue est en effet une condition nécessaire pour pouvoir accéder à des études supérieures – alors même que la majorité de la population ne la maîtrise pas, et qu'elle n'est pas enseignée en primaire. Dès lors, sans une bonne connaissance du français, pas d'ascension sociale possible : la pauvreté entretient la pauvreté. Au-delà de l'envoi de volontaires pour aider à l'enseignement du français dans les écoles, certains participent aussi aux programmes de formation des enseignants définis au niveau national. Le Défap est aussi en lien étroit avec des partenaires comme la fondation La Cause, qui gère divers orphelinats : certaines missions sur place sont ainsi organisées en commun.

Mais le pays est aussi soumis a des catastrophes naturelles récurrentes, dont l'aggravation d'année en année est directement imputable, selon de nombreux experts, au changement climatique : c'est le cas de la sécheresse qui a affecté quatre années d'affilée le sud de l'île, détruisant toutes les cultures et provoquant une épouvantable famine ; c'est le cas encore des cyclones, réguliers dans cette région, mais dont la fréquence et la violence s'accroît. L'un des cyclones de l'année 2022, Batsirai, a détruit à plus de 90% au

début du mois de février la ville de Mananjary, au sud-est de l'île. Une ville dans laquelle La Cause soutient deux orphelinats, destinés à accueillir les enfants abandonnés, nombreux dans cette région. Le Défap est ainsi engagé avec La Cause, ADRA et les Amis du Catja, dans une opération destinée d'abord à fournir des denrées d'urgence, mais surtout à aider ces orphelinats à retrouver un fonctionnement normal.

« L'Évangile est partout contextuel »

Les réflexions sur le thème « L'Église universelle est ma paroisse » lancées au cours de l'Assemblée Générale 2022 du Défap ont été marquées par de nombreuses interrogations des participants sur l'identité des Églises dans la perspective de la possible émergence d'une Église post-dénominationelle. Un retour historique paraît nécessaire : en 1971, lors de leur création dans le contexte de la décolonisation, Défap et Cevaa ont été chargés de construire une théologie de la rencontre et du partenariat pour remplacer les échanges inégalitaires entre Églises mères et Églises filles. Mais la question récurrente, et qui demeure, est la suivante : comment apporter l'Évangile quelque part, en dépassant le filtre de notre propre culture ou de celle des personnes auxquelles on s'adresse ? Y a-t-il un « noyau pur » qu'on puisse transmettre ? Et comment ? C'est tout l'enjeu de la théologie contextuelle, que rappelle ici Pascale Renaud-Grosbras dans ce travail de présentation préparé pour l'AG du

Défap.



Simon Assogba présentant le Bénin et l'Église méthodiste béninoise de Paris à de jeunes visiteurs du Défap © Défap

« L'Église universelle » est **le thème de cette année dans l'UEPAL**. C'est un thème qui nous permet de réfléchir aux questions actuelles autour de la mission, de partout vers partout, avec l'idée que la question interculturelle est au centre de nos vies d'Églises.

Le titre de l'animation qui m'a été demandée est une référence à une citation de John Wesley, « **the world is my parish**« , le monde est ma paroisse. **Wesley**, qui a fondé le méthodisme, était un grand prédicateur itinérant : il n'entendait pas être limité par la géographie (comme l'est une paroisse), mais il voulait prêcher aussi largement que possible, dans tous les milieux possibles et surtout ceux à qui ne parvenait pas déjà l'Évangile, ceux qui ne fréquentaient pas les paroisses. C'est un grand travailleur, capable d'une grande abnégation, et son travail a beaucoup marqué des générations de prédicateurs. La citation vient de son journal intime et prise dans son entier, elle dit ceci : « **Je considère le monde entier comme ma paroisse** ; je veux dire par là que, où que je me tienne, il

est de mon devoir d'annoncer à tous ceux qui veulent bien entendre la bonne nouvelle du salut. C'est le travail auquel Dieu m'a appelé et je suis sûr que sa bénédiction m'accompagne ».

« Le monde est ma paroisse », pour Wesley, signifie donc qu'il n'y a aucune limite géographique au travail d'évangélisation : le salut doit être annoncé partout, et surtout là où la voix de l'Église ne porte pas.

Peut-on remplacer « Le monde est ma paroisse » par « L'Église universelle est ma paroisse » ? Pour rester fidèle à la citation de Wesley, ça voudrait dire que l'Église universelle est l'endroit où il convient de prêcher pour atteindre ceux qui n'ont pas encore entendu l'Évangile. Or ça va à l'encontre de ce qu'on entend couramment par « Église universelle ». Il faut donc faire un détour par le concept même d'Église universelle pour tenter d'y voir plus clair.

Beaucoup a été écrit sur la question en théologie catholique, mais très peu en théologie protestante. Il s'agit d'abord de comprendre pourquoi. D'abord, « Église universelle » n'est pas tel quel dans le texte biblique !

Jean-François Zorn nous le rappelait lors des ateliers de la mission, l'impératif missionnaire (Mt 28,18s) a été largement interprété jusqu'au 15e siècle environ comme un fait accompli : les apôtres du temps de Jésus étaient réputés avoir déjà porté l'Évangile partout dans le monde. L'idée d'Église universelle allait donc de soi, pas comme quelque chose à accomplir, mais comme un fait accompli. L'idée avait même été formalisée dans le Symbole des Apôtres, dont la première version date du milieu du deuxième siècle environ ; il semblerait cependant que la fin, qui mentionne l'universalité de l'Église (καθολικός/katholikós signifiant « universel » ou « général »), soit plus tardive et date de **l'époque de l'empereur Constantin**, moment où il assoit son empire (à vocation universelle) en s'appuyant sur l'universalité de

l’Église et en cherchant à lutter contre les hérésies.

Les Réformateurs, on s’en souvient, ont largement contesté à l’Église catholique son statut universel, en s’opposant à sa prétention à disposer du salut (et parfois à chercher à le monnayer, comme en témoigne la querelle des indulgences). L’Église, rappellent-ils, ne se confond pas avec l’institution humaine : elle déborde largement les frontières connues de cette institution, et **seul Dieu en connaît les contours exacts**. Ils opposent donc l’Église invisible, dont seul Dieu connaît les contours, à l’Église visible, qui est l’institution.

Aujourd’hui, l’Église catholique considère toujours, dans ses textes, qu’elle est universelle au sens de l’institution ; pour les protestants la question se pose en termes d’universalité de l’Église invisible.

Après la décolonisation et la disparition de la SMEP, le mouvement missionnaire français s’est vu confier la tâche de décliner cette idée d’Église universelle à nouveaux frais : le Défap et la Cevaa sont chargés de construire une théologie de la rencontre et du partenariat qui vienne remplacer les échanges inégalitaires entre Églises mères et Églises filles.

Les AAC, visage de l’Église universelle



Jacques Maury en 1969 © Défap

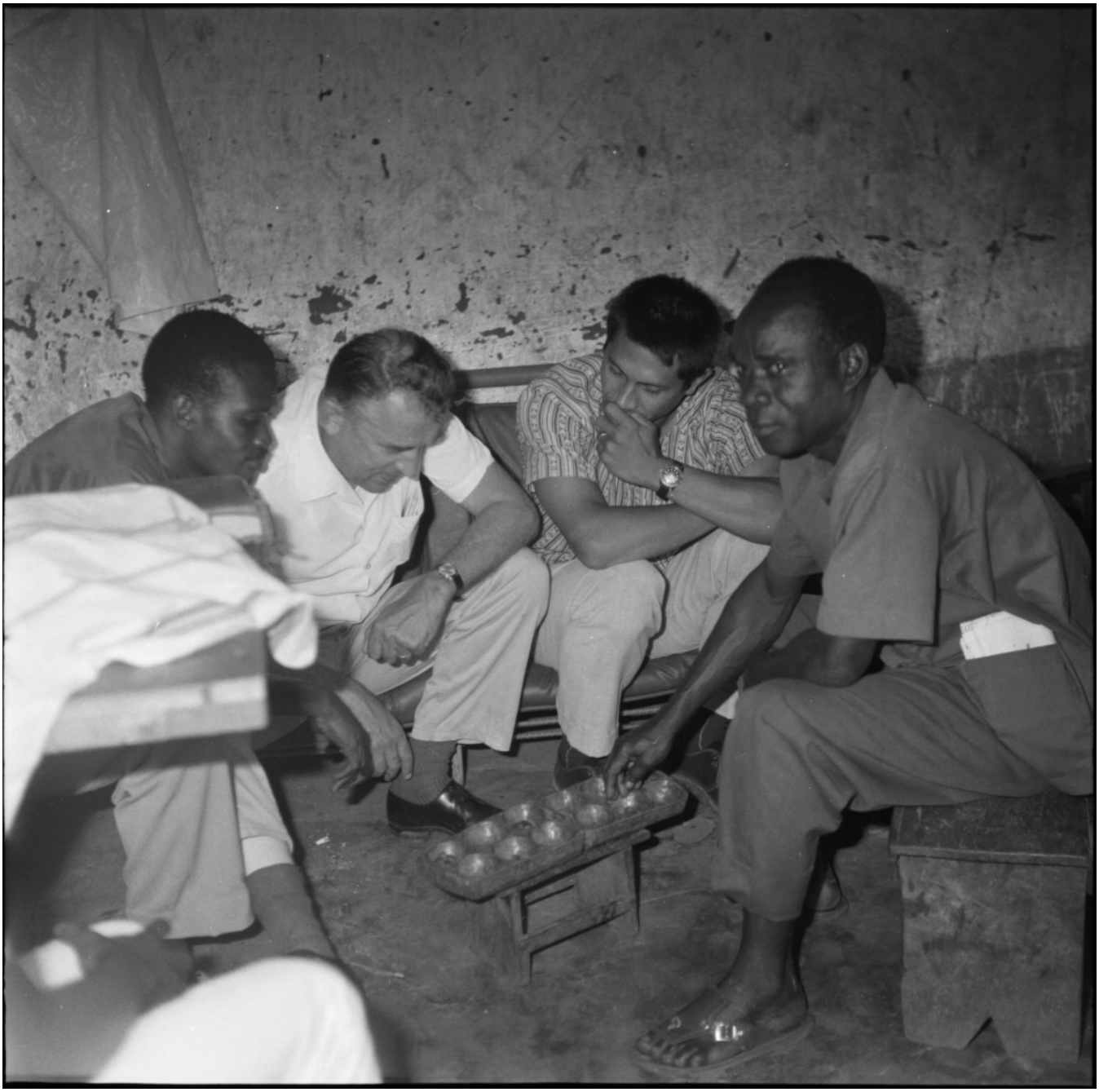
Les Actions apostoliques communes (voir **l'exposition des 50 ans du Défap**) sont une façon de mettre en œuvre cette nouvelle théologie. L'intuition de **l'Action apostolique commune (AAC)** revient au pasteur camerounais Jean Kotto, alors secrétaire général de l'Église évangélique du Cameroun devenue autonome en 1957 vis-à-vis de la Mission de Paris. Au cours de l'assemblée générale de 1964, il dit ceci : « Noirs et Blancs, Malgaches et Polynésiens iront ensemble main dans la main, comme envoyés de l'action missionnaire des Églises francophones, porter le message de salut à ceux qui ne le connaissent pas encore et à ceux qui risquent d'être ballottés et emportés par le vent des opinions non-chrétiennes ». Il affirme que c'est le Seigneur lui-même, par la puissance de son Saint-Esprit, qui rassemblera ces Églises en « une communauté nouvelle intercontinentale, supranationale et supraraciale » pour une action missionnaire commune. Il se tourne alors vers le président de la Mission de Paris, le vénérable pasteur Marc Bœgner alors âgé de 83 ans, et lui

lance cette citation du prophète Ésaïe : « Monsieur le Président, élargis l'espace de ta tente, déploie les couvertures de ta demeure, car tu te répandras à droite et à gauche, et ta postérité envahira les nations. Ne crains pas, car tu ne seras pas confondu » (Ésaïe 54, 1-4).

En 1969, **Jacques Maury** est président du Conseil National de l'ERF, il est aussi membre de la FPF et de la Mission de Paris. Il avait été pasteur dans le Poitou protestant, à Lezay, entre 1946 et 58 et y avait vécu la réalité de l'exode rural, du vieillissement de la population. Le Poitou était devenu « terre d'indifférence » sur le plan religieux, malgré une équipe pastorale dynamique et malgré la volonté d'un réveil missionnaire. En 1969 donc, après avoir visité l'AAC du Dahomey, il rédige un texte avec Charles Westphal, le président de la FPF : « Nous voilà concernés plus directement encore (par ce projet), voici que va s'implanter dans quelques mois, dans le vieux Poitou protestant, la seconde équipe de l'AAC. C'est une étape qui mérite d'être fortement soulignée. Car ce n'est pas seulement le Poitou qui va être impliqué, mais ce sont les Églises de France et même d'Occident tout entières qui entrent dans une nouvelle période, celle où la mission, cessant d'être à sens unique, devient l'affaire commune de toutes les Églises, au-delà de ce qui, jusqu'ici, distinguait si fort jeunes et vieilles Églises. Il s'agit d'une nouvelle promesse de Dieu dans notre siècle difficile et incertain. »

Cette AAC est « lancée à Pâques, le 30 mars 1970, à l'occasion de la fête annuelle des missions du Poitou en présence de trois des premiers équipiers, Emmanuel Njike, pasteur camerounais, Émilie Rabodovoahangy, assistante sociale malgache et Jacqueline Verdeilhan enseignante française ». L'année suivante deux équipiers venus de Nouvelle-Calédonie et d'Allemagne rejoignent cette équipe. Le pasteur Paul Bouneau, en poste dans la paroisse de Melle, écrit à cette occasion : « Que viennent faire les équipiers de l'AAC ? C'est une

question déjà souvent posée à laquelle on ne peut apporter qu'une réponse globale : "ils viennent vivre l'Évangile avec nous". En effet l'expérience du Dahomey, rapportée par le pasteur Jacques Maury, se déroule dans une situation humaine très différente de la nôtre et ne peut donc guère servir de modèle. Il faut donc tout inventer. Découverte du milieu, recherche du message et des formes qu'il pourra prendre, vont occuper les prochaines semaines ».



Soirée de détente en pays fon (Bénin) : le pasteur Jacques Maury jouant à l'awalé avec des équipiers de l'AAC – 1969 – Photo : Marc-André Ledoux © SMEP

L’idée, c’est que la mission doit être portée par les chrétiens du monde entier dans le monde entier, et pas seulement du Nord vers le Sud. Il y a un volet d’évangélisation et un volet de diaconie. Cette action missionnaire est nourrie par le travail théologique d’un pasteur togolais, Seth-Ametefe Nomenyo, auteur d’un ouvrage Tout l’Évangile à tout l’homme, qui popularise l’idée d’une évangélisation intégrale. Elle organise la formation des membres de l’Église, notamment les jeunes, en les sensibilisant à l’évolution des contextes où l’AAC s’implante et à la connaissance en profondeur de la culture locale. Elle travaille avec l’Église locale mais, dans un premier temps, jouit d’une liberté de manœuvre et d’innovation avant de lui être remise et de s’implanter ailleurs.

L’AAC du Poitou s’achève en 1974. Le bilan, au bout de 4 ans seulement, est mitigé. Le pasteur Emmanuel Njike, l’équipier camerounais de l’équipe, écrit : « Dans notre action, ce n’est pas le résultat ecclésial qui compte, mais le contact d’homme à homme. Donc nous ne cherchons pas à faire du prosélytisme, et je crois que c’est ce qui nous a jusqu’ici dédouanés. Nous essayons de faire comprendre, au cours de nos discussions, que Jésus-Christ est l’espérance de tout homme et que c’est lui seul qui donne un sens à notre existence […] Au début, nous avions l’impression que les gens n’avaient besoin de rien. Découragés nous nous demandions pourquoi, après tout, nous désirions qu’ils aient besoin de quelque chose. Mais petit à petit, nous avons compris que les gens étaient sensibles aux visites que nous leur rendions, et que la solitude et l’angoisse minaient la plupart d’entre eux : ils ont besoin de parler et d’être écoutés tout simplement. » De son côté, Jacques Maury explique que l’AAC du Poitou a fait apparaître à la fois « l’attente diffuse de bien des hommes et des femmes à l’égard d’un Évangile qui leur “parle” et d’une Église renouvelée » et « la résistance au changement » d’une Église qui s’est sentie menacée dans ses habitudes et a pu développer des réflexes de défense. » Avec le recul du temps, on peut

penser qu'il était difficile de concevoir que la France puisse être terre de mission : la mission c'est pour les autres…

Théologie contextuelle

Les grandes avancées des sciences humaines au 20e siècle ont permis de comprendre que nous sommes tous pris dans un regard ethnocentré : il est très difficile aux humains de comprendre que les autres soient vraiment différents d'eux. La théologie dialectique, en affirmant que Dieu est le Tout-Autre, le Radicalement Autre, a aussi fait entrer dans la théologie l'idée d'une non-maîtrise de qui est Dieu, et de qui sont les autres pour nous. Ce sont des avancées, mais ça reste compliqué à penser et à mettre en œuvre pratiquement dans nos Églises.

La question reste : comment apporter l'Évangile quelque part, sans la culture qui nous colle aux baskets ? Y a-t-il un « noyau pur » qu'on puisse transmettre ? Ou ne peut-on que transmettre « notre » version, notre compréhension, c'est-à-dire une conception occidentale, avec ses dogmes et ses pratiques ?

L'Évangile, quand il s'installe quelque part, s'incarne, et fait surgir des pratiques nouvelles, des idées nouvelles, de nouvelles relations sociales, des théologies renouvelées (le théologien **Ka Mana** est ici **à relire**, par exemple). La **théologie contextuelle** affirme que toute théologie dépend du contexte où elle naît et la façon dont la théologie s'écrit partout dans le monde aujourd'hui nous amène à reconsidérer la nôtre, en Occident, pour prendre au sérieux la culture de l'autre lorsque l'Évangile s'y installe.

Et pourtant : si l'Évangile ne se dit que dans chaque contexte particulier, que reste-t-il d'une vérité universelle et immuable, qui serait la vérité de l'Évangile ? Je vous propose l'idée suivante pour tenter d'aborder ce paradoxe :

L’Évangile est partout contextuel, c’est en cela que l’Église est universelle.

Pascale Renaud-Grosbras, responsable du service AFi (Défap)

Adresse du protestantisme : Solidarité internationale

La Fédération protestante de France aborde toutes les semaines jusqu’à l’élection présidentielle, une nouvelle thématique au travers l’Adresse du protestantisme. Il s’agit, pour des personnes en responsabilité – présidents d’Églises, acteurs protestants de l’action sociale et experts – d’énoncer des questions vives et de permettre aux candidats de répondre et de développer leurs arguments.



Cette semaine, Elsa Bouneau, directrice de la Fondation du

Protestantisme, interroge les candidats sur leurs idées d’optimisation de la règlementation actuelle de la générosité publique pour une meilleure coopération avec les partenaires à l’international ?